La Banque Autrement
www.corisbank.tg

CORIS BANK INTERNATIONAL

www.lemedium.info

LE MEDIUM

Hebdomadaire d'Informations #
Société - Politique - Economie - Développement - Culture

N°0418 du 03 au 09 Novembre2020- Prix : 250 F CFA

PÉTROLE -CSFPPP- RAPPORT DE MISSION :

Essossimna B. Legzim-Balouki et Ahoomey-Zunu Kwesi Séléagodji, bien visés par le rapport provisoire

P.4,5&6

Madame Essossimna B. LEGZIM-BALOUKI

L'actuel ministre du Commerce, Kodjo ADÉDZÉ

M. AHOOMEY-ZUNU Kwesi Séléagodji

EDUCATION :

L'école en partage et en héritage

P.3

Le Président Faure Gnassingbé saluant les élèves...(Photo archives)

ECONOME :

Passé 2021, l'espoir d'une croissance soutenue

P.7

Sani Yaya, ministre de l'Economie et des finances

RENTRÉE SCOLAIRE 2020-2021 :

CORIS BANK INTERNATIONAL soutient ses clients

P2

Remise de kit scolaire à un bénéficiaire

EmploiTogo.com
Des annonces, des offres d'emploi, une banque de Cvs, des formations.
Journalemploi.com Tel 22 20 05 53

Météo du jour

Matin:
Risques de pluie
24°C
Après-midi:
Risques d'orage
32°C

EDITO

De la liberté absolue de conscience

Il y a un adage qui dit que : " L'homme nait libre, c'est la société qui le corrompt ".

S'il est vrai que l'Homme vit dans un milieu appelé Société comme le poisson vit et évolue dans l'eau, n'est-il pas important de s'interroger sur la notion de liberté et surtout celle de la liberté de conscience ? L'Homme avant d'agir et de réagir dans certaines situations ne devrait-il pas mesurer sa liberté et surtout questionner cette liberté ?

Si pour Antoine RIVAROLI, dit le Comte de Rivarol, dans 'Discours sur l'homme intellectuel et moral', " la liberté, pour l'homme, consiste à faire ce qu'il veut dans ce qu'il peut, comme sa raison consiste à ne pas vouloir tout ce qu'il peut ", la liberté signifie selon le dictionnaire Larousse, la situation de quelqu'un qui se détermine en dehors de toute pression extérieure ou de tout préjugé. Le Larousse va plus loin en parlant d'avoir sa liberté de pensée.

Il est dit et écrit, bien plus clamé haut et fort que le Togo est un Etat laïc. Avons-nous cherché à savoir ce que c'est que la Laïcité ? Quels sont les piliers de cette Laïcité dont nous nous prévalons ?

Précisons que la liberté de conscience, dont il est question dans cet éditorial, constitue l'un des trois piliers sur lesquels repose la laïcité. Par le principe de la liberté de conscience, la laïcité vise à donner les moyens à l'homme d'acquérir une totale lucidité et une pleine responsabilité de ses pensées et de ses actes dans le respect des lois et des règles de la vie en communauté.

Chacun est donc libre de croire ou de ne pas croire, de choisir et de vivre ses convictions, religieuse, athée, agnostique, d'en changer ou d'y être totalement indifférent.

Si donc la liberté de conscience est un point très important dans le concept de la Laïcité, on ne saurait occulter ce qu'est la conscience elle-même.

Pour Henri BERGSON, dans 'L'Evolution créatrice', " la conscience est un trait d'union entre ce qui a été et ce qui sera, un point jeté entre le passé et l'avenir... La conscience correspond exactement à la puissance du choix dont l'être vivant dispose ". Et à Simone de BEAUVOIR d'y ajouter dans 'L'Invitée' que " Chacun expérimente sa propre conscience comme un absolu… "

Crédo TETTEH

LE MEDIUM
Hebdomadaire d'Informations
Société - Politique - Economie - Développement - Culture

Récépissé
N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC
Adresse :
893, rue 19 Saint Joseph
01 BP : 450 Lomé
Tél : +228 91538081
Courriel : lemedium2013@yahoo.fr
Maison de la Presse,Casier N° 78
N°RCCM : TG-LOM 2015A6516
NIF : 1000480972
N°CFE : 7966PP2015/2015

Directeur de la Publication :
CRÉDO ADJÉ K. TETTEH
Directeur de la Rédaction :
Ali SAMBA
Rédaction :
Crédo TETTEH
Ali SAMBA
Infographie : JPB
Crédit Photos: KEKERE Razak
Impression : SDR
Tirage : 2.500 exemplaires
Distribution: Dodo Abalo (**90 97 52 56**)

RENTRÉE SCOLAIRE 2020-2021 :

CORIS BANK INTERNATIONAL soutient ses clients

Dans quelques jours, les écoliers reprendront le chemin des classes. Dans un contexte marqué par la crise sanitaire liée au nouveau coronavirus qui aurait chamboulé toutes les prévisions, CORIS BANK INTERNATIONAL, section Togo, n'est pas restée inactive face à cette situation oh combien difficile pour tout parent. Elle a distribué hier mercredi à Lomé, des kits scolaires aux cent meilleurs comptes ''CORIS EPARGNE KID''.

Cérémonie remise de kits scolaires

Quelques bénéficiaires de kits scolaires

Par JPB

La cérémonie de remise de kits qui s'est déroulée dans le strict respect des mesures barrières dans un hôtel de la place, vise, selon les premiers responsables de cette banque, " à célébrer l'enfant ".

En effet, cette célébration est " la traduction dans les faits de l'un des engagements " de ladite banque au lancement de son produit d'épargne "CORIS EPARGNE KID", dédié à la clientèle mineure (de 0 à 17 ans), de distribuer 100 kits scolaires à chaque début d'année scolaire.

" Engagement citoyen pour CORIS BANK INTERNATIONAL TOGO, développé à travers sa ligne d'actions des initiatives en faveur des enfants en général et des élèves en particulier ", cette action est une manière pour " l'institution financière de remercier encore une fois les clients pour la confiance toujours renouvelée malgré cette pandémie du covid-19 ", a souligné le Directeur général de l'institution financière.

Pour les parents des bénéficiaires, c'est un sentiment de joie qui leur va droit au cœur en cette période difficile. Ces kits scolaires leur seront d'un grand soutien en cette veille de rentrée scolaire particulière.

Notons que les kits sont composés de sacs, de stylos, de cahiers, de règles, de trousses et des t-shirts pour enfant. Les cent enfants sélectionnés sont détenteurs d'un compte Coris Kid. Ils ont été tirés au sort sur les 288 comptes éligibles en présence d'un huissier de justice.

Rappelons que CORIS BANK INTERNATIONAL TOGO qui a lancé officiellement ses activités en février 2015, est une filiale de CORIS HOLDING dont le siège est basé à Ouagadougou au Burkina Faso. Elle est certifiée ISO 9001 version 2015, et a été désignée " meilleur contributeur en décembre 2019 " par l'agence UMOA ***Titres.***

Une vue de l'assistance lors de la cérémonie

Avez-vous des interrogations sur les formalités au Cadastre ? L'OTR est à votre écoute. L'OTR met à votre disposition un bureau dédié pour le traitement de vos plaintes. En 48h seulement, vous recevrez une suite à votre plainte. Vous pouvez aussi envoyer vos requêtes sur la plateforme numérique dédiée via : **www.otr.tg** ou **www.dadc.gouv.tg**

Office Togolais des Recettes - OTR

TOGOSTARTUP.COM
Nous aidons les entrepreneurs à vendre ou à transmettre leurs entreprises à d'autres entrepreneurs. Vous allez prendre votre retraite, voyager, vendre votre fonds de commerce, nous sommes là pour vous trouver des repreneurs fiables.
Whatsapp : 91 06 88 07 - 9612 04 24

EMPLOITOGO.COM
PUBLIER VOS OFFRES D'EMPLOI ET RECRUTER LE MEILLEUR CANDIDAT SUR EMPLOITOGO.COM
PRIX D'UNE ANNONCE : 10 000 FCFA
Whatsapp : 91 06 88 07 - 9612 04 24
Payement par tmoney ou flooz
info@sogesti.net

EMPLOIENPOCHE.COM
PUBLIER VOS APPELS D'OFFRES, VOS MARCHES PUBLICS -INSCRIPTION COMME PRESTATAIRE
PRIX D'UNE ANNONCE : 10 000 FCFA
Whatsapp : 91 06 88 07 - 9612 04 24
Payement par tmoney ou flooz
info@sogesti.net

SOGESTI REVENDEUR DES LOGICIELS SAGE
Nos consultants certifiés SAGE mettront leur expérience et leur savoir-faire à votre service pour vous accompagner dans tous vos projets. Du commercial, au consultant en passant par votre chef de projet dédié, vos interlocuteurs clés assurent l'installation, le paramétrage personnalisé, la formation, le support technique ainsi que la maintenance de votre système de gestion Sage.
Sage compta monoposte à partir 600 000 FCFA
sage gescom à partir de 600 000FCFA
sage paie rh à partir de 800 000 FCFA
Pour les installations et formations, merci de nous contacter:
NOUS JOINDRE SOGESTI GROUP
139 RUE VANLARE FACE CSTT
Whatsapp : 91 06 88 07 - 96 12 04 24
info@sogesti.net

EDUCATION :
L'école en partage et en héritage

Pour une bonne année scolaire 2020-2021 qui vient de s'ouvrir, le Chef de l'état Faure Gnassingbé marque sa disponibilité à accorder une attention aux sollicitations de tous les acteurs du secteur de l'enseignement primaire et secondaire. " Ceci requiert de notre part un sacrifice accru, et une écoute attentive aux besoins du secteur de l'éducation, pour garantir un avenir radieux à nos enfants ", a-t-il dit dans un twitt.

Par Ali SAMBA

Le Président Faure Gnassingbé saluant les élèves...(Photo archives)

La reprise des cours se fait après plus de 9 mois d'interruption dans le contexte sanitaire particulier du coronavirus. Tout en souhaitant une excellente rentrée scolaire à tous les élèves du Togo, le Président de la République les invite à plus de rigueur et de discipline quant à la stricte application des mesures barrières.

Le ministre en charge des enseignements primaire et secondaire abonde dans le même sens. Il rappelle que grâce aux efforts du gouvernement, sous le leadership de Faure Essozimna GNASSINGBE, l'année scolaire écoulée, quoique rudement éprouvée, a connu un aboutissement heureux, avec des résultats globalement satisfaisants.

Le ministre Dodzi Kokoroko

Les efforts éprouvés

Pour Dodji Kokoroko, les Togolais ont, tous, l'école en partage et en héritage. Il insiste pour dire que devant les difficultés du système éducatif liées à une myriade d'aveuglements volontaires ou involontaires, le gouvernement n'a jamais pour autant démissionné. Il rappelle aux bons souvenirs des Togolais que le Protocole d'accord signé avec les acteurs du système éducatif en porte témoignage. Aussi, le Programme d'Urgence de Développement Communautaire, initié par le Chef de l'Etat, ainsi que le Programme d'Appui aux Populations Vulnérables (PAPV) et le PAREC ont permis, notamment, la construction de 765 salles de classe en 2019 afin d'améliorer les capacités d'accueil des élèves et apprenants.

De même, l'amélioration de l'offre scolaire, l'accélération de la professionnalisation des filières de formation et le renforcement des ressources humaines par le recrutement de 2350 enseignants en 2019. En prévision, un recrutement de 2000 enseignants et de 50 conseillers d'orientation avant la fin de l'année 2020 participent de cette détermination du gouvernement devant la problématique éducative. " Cinq (05) nouveaux établissements et centres de formation technique, notamment à Cinkassé, Borgou, Blitta, Agou et Badou seront également ouverts " fait savoir Dodji Kokoroko.

L'état ne transigera pas sur la qualité de la formation professionnelle. La poursuite de la construction des instituts de formation en alternance pour le développement à distance (IFAD) en est une illustration, notamment ; le lancement des travaux de la construction de l'IFAD BTP à Lomé. La construction, de la réhabilitation et l'équipement des établissements scolaires et centres de formation technique et professionnelle sera maintenue avec rigueur et vigueur. *" Nous continuerons de garantir l'égal accès à chaque enfant au savoir, loin des pressions familiales ou des fractures sociales "*, martèle-t-il.

La bonne foi des enseignants volontaires

Tout comme les autres, les enseignants volontaires ont repris le chemin des salles de classes contrairement à l'annonce de grève qu'ils projetaient. Ces derniers veulent accorder le bénéfice du doute au gouvernement par rapport aux dernières propositions relatives à leurs revendications.

Lors de leur dernière rencontre, le ministre des enseignements primaire et secondaire avait annoncé un concours de recrutements de 2000 enseignants dont un quota sera réservé aux enseignants volontaires, la réactivation du programme "Novissi" et une programmation d'un autre concours en 2021. Quoique n'emportant pas l'adhésion de tous les membres de l'association, les enseignants volontaires ont décidé de reprendre le travail à la rentrée et d'attendre l'application des mesures annoncées. *"C'est vrai, nous ne sommes pas totalement satisfaits. On aurait souhaité avoir une date de l'écrit du concours mais comme nous avons la fourchette, nous accordons le bénéfice du doute au gouvernement en attendant de voir ce qui va se passer "*, a dit Florent Sondou, le Président de l'Anevot. Dont acte.

Il faut dire que le gouvernent est conscient de l'apport inestimable de corps enseignants dans la formation de l'élite togolaise. Dodzi Kokoroko relève que la revalorisation du statut de l'enseignant qui tient l'intelligence et l'âme de l'élève reste un impératif de la réforme du système éducatif. Ils se doivent d'être ***célébrés.***

Zozo

EDUCATION : RETOUR À L'ÉCOLE

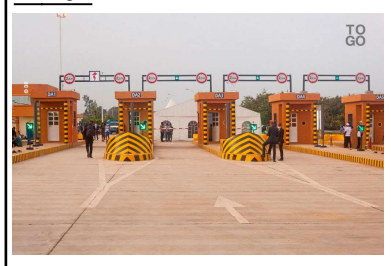
Les élèves ont repris lundi le chemin de l'école. Cette rentrée est très particulière en raison de la pandémie. Mesures barrières, distanciation sociale, double flux sont quelques une des nouvelles règles dans les établissements du public et du privé.

Le président Faure Gnassingbé a adressé ce matin un message d'encouragement aux élèves, aux enseignants et aux parents.

Il leur a demandé le maximum de rigueur et de discipline pour la stricte application des mesures barrières.

Source : @republicoftogo.com

SOCIÉTÉ : PÉAGES NOUVELLE GÉNÉRATION



Le Togo n'a pas d'autoroutes et pourtant il dispose de péages routiers. Le dispositif peut paraître surprenant, c'est pourtant le seul moyen de générer des recettes destinées à entretenir le réseau.

La technologie prend la place de l'homme. Trois postes automatisées viennent d'être inaugurés à Davié, Vodougbe et Aképédo.

Cela va permettre de fluidifier le trafic. Les usagers peuvent payer en espèces, par carte, depuis leur téléphone ou par télépéage avec un abonnement mensuel.

Les travaux ont été réalisés par la Société autonome de financement de l'entretien routier (SAFER). Le gouvernement a lourdement investi pour réhabiliter le réseau routier, notamment les grands axes urbains et ceux essentiels pour les échanges économiques et l'accès aux pays voisins.

Le Togo dispose de 11.777 km qu'il faut entretenir. Près de la moitié nécessite des travaux de maintenance urgents. 40 milliards sont nécessaires chaque année.

Source : @republicoftogo.com

POLITIQUE : LE TOGO DOIT BÂTIR SA PROPRE RÉSILIENCE

Le Togo doit bâtir sa propre résilience. C'est la conviction de Chantal Yawa Tsègan, la présidente de l'Assemblée nationale.

'Nous avons la chance d'avoir des terres fertiles. Dieu nous a donné cette chance, il faut en profiter', a-t-elle déclaré samedi à Kpélé lors d'un échange avec des agriculteurs.

Elle a réitéré l'engament des autorités à soutenir le monde agricole.

Source : @republicoftogo.com

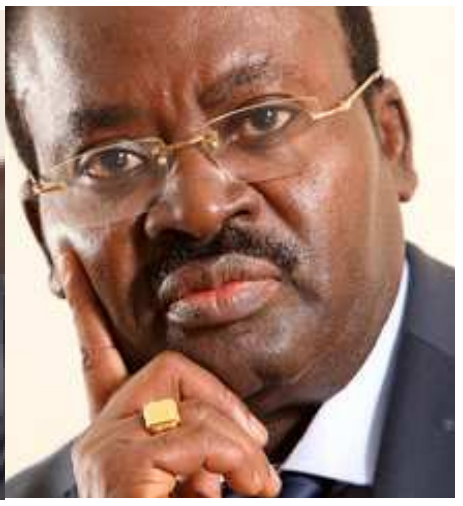
PETROLE-CSFPPP-RAPPORT DE MISSION :

Essossimna B. Legzim-Balouki et Ahoomey-Zunu Kwesi Séléagodji, bien visés par le rapport provisoire

Une équipe conjointe de l'Inspection Générale des Finances (IGF) et de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) a effectué, du 29 juillet au 18 septembre 2020, une mission de contrôle et de réconciliation des données au niveau de la Société Togolaise de Stockage de Lomé (STSL), de la Société Togolaise d'Entreposage (STE), du Complexe Pétrolier de Lomé (COMPEL), du Comité de Suivi des Fluctuations des prix des produits pétroliers (CSFPPP) et de toutes les autres structures aussi bien publiques que privées impliquées dans la chaine de la commande des produits pétroliers.

Madame Essossimna B. LEGZIM-BALOUKI

L'actuel ministre du Commerce, Kodjo ADÉDZÉ



M. AHOOMEY-ZUNU Kwesi Séléagodji

Par Crédo TETTEH

Cette mission, dont le superviseur général est le sieur IBRAHIMA Djimba Nakabou, ancien comptable de l'Asecna, Inspecteur Général des finances par intérim et avec comme directeur de la mission, le sieur TCHA-BANNA Abdoubaki, avait pour objectif général, dit-on, de s'assurer d'une part de la régularité de la procédure de commande des produits pétroliers au Togo ainsi que de la bonne exécution des contrats d'approvisionnement et, d'autre part, de la bonne gestion des ressources issues de la vente de ces produits.

Soulignons que les travaux réalisés dans le cadre de la mission couvrent la période du 1er janvier 2011 au 31 juillet 2020 portant sur des opérations en 10 points que nous publions en encadré à cet article.

Les griefs bien dirigés de la mission contre l'ancienne Ministre du Commerce, Essossimna B. Legzim Balouki

Selon la mission, des paiements ont été effectués en faveur des tiers autres que les traders sans pièces justificatives.

Ce qui signifie en français facile, que lesdites pièces justificatives n'ont pas été mises à la disposition de la mission, nous renseignent les pages 41 et 42 du rapport provisoire qui n'est pas encore une condamnation mais juste un réquisitoire, cependant bien dirigé contre l'ancienne présidente du CSFPPP Essossimna B. Legzim-Balouki à qui on réclame, comme étant signataire du compte principal au même titre que l'ex-coordonnateur du Secrétariat de la commission technique du CSFPPP, le remboursement intégral de la somme mise en cause de douze milliards sept cent vingt-et-un millions cinq cent cinq mille cinq cent soixante-huit (12.721.505.568) francs CFA.

Précisons ici que c'est justement la recommandation 32 de ce rapport de mission provisoire qu'on ne devrait pas normalement assimiler à une parole d'évangile ou à des révélations issues d'une séance d'exorcisme. Parce que les mis en cause ont le droit de contester dans un délai d'un mois les affirmations de ce rapport et éventuellement de l'en détruire par d'autres éléments probants.

Plus loin dans le rapport, notamment à la page 45, abordant le point " ***Compte séquestre*** ", la mission affirme que " ***dans le livre de l'UTB, parallèlement au compte principal, il a été ouvert, le 1er janvier 2014, un compte séquestre intitulé Management Hydrocarbure Compte Sequestre. La ministre chargée du***

Suite à la page 5

LES TRAVAUX RÉALISÉS DE LA MISSION ONT PORTÉ SUR LES OPÉRATIONS SUIVANTES :

1- L'évaluation de l'organisation et du fonctionnement du CSFPPP ;

2- Le contrôle de la procédure de recrutement du personnel du secrétariat de la commission technique du CSFPPP

3- Le contrôle des procédures de commande des produits pétroliers ;

4- L'évaluation des Termes de Références (TdR) et des contrats d'approvisionnement ainsi que le respect des clauses contractuelles ;

5- Le rattachement des produits pétroliers livrés aux contrats d'approvisionnements ;

6- L'analyse de la structure officielle des prix des produits pétroliers ;

7- La vérification de la cohérence entre les données recueillies sur la chaine d'approvisionnement des produits pétroliers ;

8- Le contrôle des comptes bancaires de toutes les structures ayant eu à encaisser les chèques des marketers ;

9- vLe rapprochement entre les chèques encaissés par les sociétés privées MANAGEMENT HYDROCARBURE et TOGO PHENIX CORPORATION SARL U et les virements effectués en faveur du Trésor public pour le règlement des factures des traders ;

10- Le contrôle de la matérialité des ***dépenses.***

PETROLE-CSFPPP-RAPPORT DE MISSION :

Essossimna B. Legzim-Balouki et Ahoomey-Zunu Kwesi Séléagodji, bien visés par le rapport provisoire

Suite de la page 4

commerce d'alors, Madame Essossimna B. LEGZIM-BALOUKI, fut la seule personne habilitée à mouvementer ce compte".

Il serait donc reproché à Madame LEGZIM-BALOUKI, sur la période du 26 mai 2014 au 30 juillet 2020, d'avoir fait débiter le compte séquestre, en sa faveur et au profit de tiers pour un montant supérieur à sept cent millions (700 000 000) francs CFA. Et à la mission de préciser qu' ***" aucune pièce justificative de ces dépenses n'a été mise à la disposition de la mission ".***

D'où l'invitation à la ministre Essossimna B. LEGZIM-BALOUKI ***" à justifier toutes les dépenses effectuées sur le compte séquestre dont elle fut l'unique signataire. A défaut, elle devra rembourser l'intégralité des sommes mises en cause"*** suivant la recommandation 35.

Des interrogations se posent à ce niveau tout de même. Les sieurs IBRAHIMA et TCHA-BANNA ont-ils demandé les fameuses pièces justificatives ?

Ont-ils contacté l'ancienne Ministre pour l'entendre avant de prononcer un tel réquisitoire ?

Ne pourrions-nous pas affirmer que c'aurait été une curieuse façon de faire. Condamner les gens avant de leur demander de s'exécuter ? Même Jésus a eu le droit de s'expliquer devant Ponce Pilate avant sa condamnation.

Madame Essossimna B. LEGZIM-BALOUKI

L'actuel ministre du Commerce, Kodjo ADÉDZÉ

M. AHOOMEY-ZUNU Kwesi Séléagodji

Ahoomey-Zunu et la Toyata Land Cruiser

Le rapport de mission, version provisoire, n'a pas qu'épinglé l'ancienne présidente du CSFPPP Essossimna B. LEGZIM-BALOUKI.

Les missionnés se sont aussi intéressés à l'ancien premier ministre Ahoomey-Zunu Kwesi Séléagodji, en sa qualité également d'ancien président du CSFPPP. Et ceci dans la rubrique ***" Gestion patrimoniale du CSFPPP ".***

" La mission a procédé au contrôle de matériels roulants et informatiques acquis respectivement sur la période de 2005 à 2020 et de 2016 à 2020 " pouvait-on lire dans ce rapport qui affirme que ***" le véhicule de marque Toyota Land Cruiser immatriculé TG-5661 AH acquis en 2008 pour le président du CSFPPP d'alors, M. Ahoomey-Zunu Kwesi Séléagodji est toujours avec ce dernier ".***

A ce niveau, il y a lieu de noter que *" le CSFPPP octroie systématiquement à chaque fois, un véhicule neuf à son nouveau président (ministre chargé du commerce) qui dispose déjà d'un véhicule de fonction en tant que ministre "* précise par ailleurs les rapporteurs sollicités par l'actuel ministre en charge du Commerce ADEDZE.

La Recommandation 62 invite à cet effet l'actuel ministre chargé du commerce, président du CSFPPP ***" à prendre toutes les dispositions afin que le véhicule de marque Toyota Land Cruiser immatriculé TG-5661***

	biens du CSFPPP par une commission, composée des différents représentants de ses services, qu'il aura préalablement nommés.	X	
R62	Le ministre chargé du commerce, président du CSFPPP, est invité à prendre toutes les dispositions afin que le véhicule de marque Toyota Land Cruiser immatriculé TG- 5661 AH, actuellement utilisé par M. AHOOMEY-ZUNU Kwesi Séléagodji, ancien président du CSFPPP, soit restitué.	X	
	Le coordonnateur du Secrétariat de la commission technique du CSFPPP doit		

Suite à la page 6

LE MÉDIUM
N° 0418 DU 03 AU 09 NOVEMBRE 2020

PETROLE-CSFPPP-RAPPORT DE MISSION :

Essossimna B. Legzim-Balouki et Ahoomey-Zunu Kwesi Séléagodji, bien visés par le rapport provisoire

Suite de la page 5

AH, actuellement utilisé par M. Ahoomey-Zunu Kwesi Séléagodji, ancien président du CSFPPP, soit restitué ".

Notons que ce rapport de mission, version provisoire a été envoyé dans le cadre de sa diffusion aux destinataires suivants :

- Ministre de l'Economie et des Finances

- Ministre du Commerce, de l'Industrie, du Développement du Secteur Privé et de la Promotion de la Consommation Locale

- Directrice Générale de la Société Togolaise de Stockage de Lomé

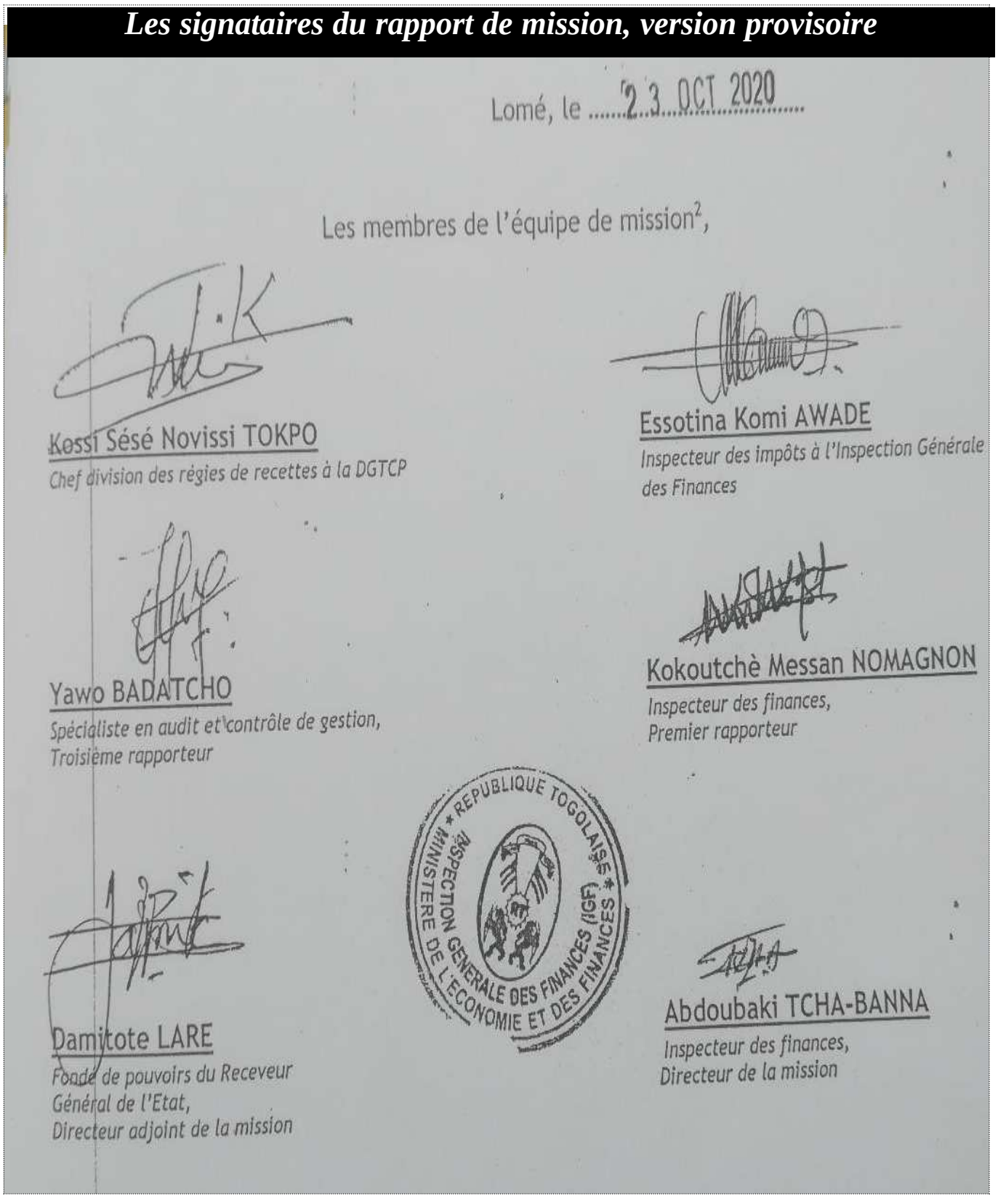
- Commissaire Général de l'OTR

Curieuses recommandations s'agissant de l'actuel Ministre chargé du Commerce

A ausculter les 70 recommandations formulées par la mission, un constat est frappant. L'actuel Ministre en charge du Commerce n'a fait l'objet que d'invitations à faire faire…. Comme si sa responsabilité ne serait en rien engagée dans ce dossier qui est sur toutes les lèvres et qu'il serait en tout, blanc plus que neige, au regard de la platitude des recommandations le concernant.

Dans nos efforts de faire entorse à une stratégie ***" délibérée "*** d'économie de vérité, nous nous intéresserons dans nos prochaines parutions sur les éventuelles responsabilités du Ministre ADEDZE Kodjo, qui selon nos informations, aurait reçu à son domicile ledit rapport de mission. Si cela est avéré, curieuse façon de faire une fois encore. Depuis quand dépose-t-on un rapport d'audit au domicile d'un ministre un week-end ?

Les signataires du rapport de mission, version provisoire



A suivre de près, tous les scénarii de ce feuilleton, nous nous posons moult questions. A qui profite le crime ? A son commanditaire ?

Le Ministre Kodjo Adédzé a-t-il touché les indemnités comme ses prédécesseurs depuis qu'il est à son poste de président du CSFPPP ? Si oui, pourquoi son nom n'est cité nulle part ?

A-t-il joui d'une voiture de fonction payé par le CSFPPP ? A-t-il acheté le champagne ?

A-t-il perçu les indemnités des appels d'offres ?

Les soit disantes malversations ont-elles commencées avec la Ministre Légzim ou serait-elle venu vosir ce qui se fait ?

Dans ce cas, ne serait-il pas nécessaire de remonter à d'autres anciens ministres en charge du Commerce notamment Dramani,Savi de Tove, Yentchabré, Lorenzo, Gozan, Ahoomey-Zunu, et même Adedze Kodjo et son prédécesseur Legzim-Balouki?

L'autre question, est de savoir si la stratégie de tri ne servirait-elle pas une cause ?

Dossier à suivre…

ECONOME : Passé 2021, l'espoir d'une croissance soutenue

Le Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP) 2021-2023 est marqué, sur le plan national, par la fin du programme Facilité élargie de crédits (FEC) conclu avec le Fonds monétaire international (FMI) pour la période de 2018- 2020 et surtout de façon globale par les effets de la crise sanitaire liée à la pandémie de la covid-19 qui a fortement perturbé les activités et les échanges commerciaux.

Par Koudjoukabalo

Sani Yaya, ministre de l'Economie et des finances

Selon le ministère de l'économie et des finances, les perspectives économiques 2021-2023 se traduiront, au niveau macroéconomique par la mise œuvre du plan de relance de l'activité économique après la Covid-19 en lien avec la politique de développement du gouvernement, contenue dans le PND actualisé. Ainsi, le taux de croissance du PIB réel passerait de 4,7% en 2021 à 5,8% en 2023. Le taux d'inflation passerait de 1,7% en 2021 à 2,0% en 2022 puis à 1,9% en 2023, respectant ainsi la norme communautaire de l'UEMOA.

En ce qui concerne les perspectives des finances publiques, le DPBEP 2021-2023 précise que les recettes budgétaires, pour l'année 2021, s'élèveraient à 842,9 milliards de francs CFA en diminution de 2,7 % par rapport à 2020. Elles sont projetées à 887,7 milliards de francs CFA et 903,5 milliards de francs CFA respectivement en 2022 et 2023. Elles progresseraient en moyenne de 3,5% sur la période. Les dépenses budgétaires pour l'année 2021, quant à elles, s'élèveraient à 1117,7 milliards de francs CFA contre 1129,6 milliards de francs CFA en 2020. Elles sont projetées à 1084,3 milliards de francs CFA en 2022 et à 1061,2 milliards de francs CFA en 2023, soit une régression moyenne de 2,6% sur la période.

S'agissant des ressources de trésorerie, elles passeraient de 657,2 milliards de francs CFA à 674,5 milliards de francs CFA entre 2020 et 2021, soit une augmentation de 2,6%. Elles sont projetées à 651,3 milliards de francs CFA et 618,7 milliards de francs CFA respectivement pour 2022 et 2023 soit une régression de 4,2%. De même, les charges de trésorerie passeraient de 394,2 milliards de francs CFA en 2020 à 399,6 milliards de francs CFA en 2021 et de 454,8 à 461 milliards de francs CFA respectivement pour 2022 et 2023, soit une progression moyenne de 7,6% sur la période de projection.

La cinquième séance de la deuxième session ordinaire de l'année 2020, tenue le 20 octobre 2020 et présidée par Mme IBRAHIMA Mémounatou, 2ème vice-présidente de l'Assemblée nationale a été consacrée à l'étude du Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle (DPBEP 2021-2023) suivie du débat d'orientation budgétaire (DOB). Le débat d'orientation budgétaire (DOB) est un exercice qui vise à présenter au parlement, le DPBEP, une trajectoire des finances publiques, les grandes masses budgétaires et les risques, à sensibiliser les parlementaires sur les contraintes auxquelles la gestion des finances publiques sera confrontée et recueillir leurs avis.

Les députés ont exprimé des observations et auditionné le commissaire du gouvernement des travaux. Même si des inquiétudes ont été relevées par la commission, des éléments importants ont été dégagés des échanges. Selon Ibrahima Mémounatou, cet exercice préfigure l'essentiel des priorités qui sont affichées dans le projet de budget, gestion 2021. L'institution parlementaire vient de s'acquitter de cette obligation capitale qui lui a permis d'être informée de l'évolution de la situation financière de notre pays ".

Le Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP) est institué par la loi organique n°2014-013 du 27 juin 2014 relative aux lois de finances (LOLF), notamment en son article 52. Le DPBEP projette, pour une période de trois ans, les recettes et dépenses budgétaires par grandes catégories ainsi que les ressources et les charges de ***trésorerie.***

ECONOMIE : L'exportation du cacao en hausse, le café en baisse

La campagne de commercialisation du café et cacao s'est ouverte la semaine dernière au Togo dans un contexte difficile marqué par la crise sanitaire du covid19 et la volatilité des prix sur les marchés mondiaux.

Par Koudjoukabalo

Un producteur de cacao

En termes d'exportation, le Togo a enregistré une baisse du tonnage du café sorti de son territoire, soit 2 600 tonnes contre 4 500 tonnes en 2018-2019, alors que le cacao a connu une hausse remarquable à 10.200 tonnes contre 7.200 tonnes pour la campagne 2018-2019. On fait savoir que ces volumes ont été exportés par dix (10) opérateurs économiques sur un total de dix-huit (18) enregistrés au titre de la campagne 2019- 2020, en destination du Maroc, de la Belgique, de l'Allemagne, de la France, de l'Italie, d'Israël, de l'Espagne et de la Chine. On soutient que l'essentiel de la production du café vert est destiné à l'exportation (près de 98%).

Selon le CFCC, la campagne caféière 2019- 2020 a démarré un peu tardivement en janvier 2020. Elle aurait dû connaitre son essor entre février et avril 2020 mais la manifestation de cette pandémie a bouleversé toutes les prévisions. La plupart des exportateurs se sont ainsi retrouvés avec leurs stocks sur les bras, en attendant le dénouement de la situation. Des embarquements, qui auraient dû se faire en avril, doivent attendre jusqu'en janvier 2021, selon le témoignage d'un grand exportateur. Les activités des exportateurs ainsi que la collecte des produits des zones de production vers Lomé ont fortement baissé. Les producteurs se sont retrouvés ainsi avec d'importants stocks de café non vendus. Face à ce problème, certains exportateurs ont été amenés à acheter un peu plus cher les produits, mais la pandémie de Covid-19 est venue compliquer leur situation avec d'importants stocks qui sont immobilisés dans les magasins.

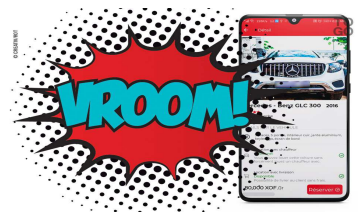
Au plan national, le Conseil Interprofessionnel des filières Café et Cacao du Togo (CICC-Togo) et particulièrement les familles des Producteurs (FUPROCAT), des Acheteurs (SIACCTO) et des Exportateurs (CECC) sont fragilisés par le Covid19. "Pour cette campagne, on hésite beaucoup parce qu'on doute fort s'il y aura des preneurs même au niveau local avant de parler de l'international. Officiellement la campagne est lancée mais aucun prix n'a été fixé puisque nous devons tenir compte des coûts mondiaux. Mais nous avons donné un prix indicatif qui est 950F le kilo pour permettre aux acteurs d'évoluer sur le terrain en termes de prix," confie Kokouda Chardey, président du Conseil Interprofessionnel Café Cacao à agridigitale.net.

On informe que le gouvernement travaille à la mise en place de conditions favorables à l'émergence des entreprises agricoles le long des chaînes de valeur notamment de café et de cacao et à la structuration des acteurs de ces chaînes de valeur, avec des instruments de contractualisation tels que les contrats entre acteurs et les contrats-programmes entre le gouvernement et les organisations des deux filières", a annoncé le ministre de l'Agriculture, de l'élevage et du développement rural, Antoine Lékpa Gbégbéni. Les différentes actions déjà menées par le gouvernement pour valoriser la filière sont assez multiples. Mais, la filière reste encore fragile en raison des contraintes liées au faible niveau de professionnalisation des planteurs et aux effets pervers des évènements météorologiques extrêmes.

"Nous devons alors travailler sur la qualité de nos produits et avec un processus de labellisation de notre café et cacao afin de gagner. C'est un grand défi que nous pouvons relever connaissant les capacités des uns et des autres," a dit Kodzo Adedze, ministre en charge du ***commerce.***

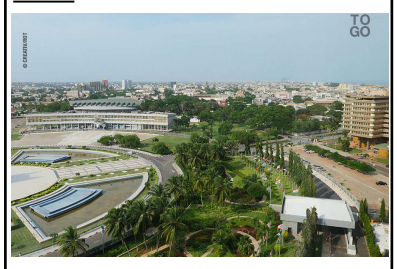
ZOZO

SOCIÉTÉ : LOCATION DE VOITURE : PLUS SIMPLE ET MOINS CHER



Une nouvelle application permet de louer sa voiture directement en ligne. Plus la peine d'aller en agence. Le véhicule est même livré.
Les loueurs sont des particuliers ou des professionnels (garages).
Pour les propriétaires, c'est un moyen d'amortir le coût de leur voiture. Du coup les tarifs sont inférieurs aux sociétés de location classiques.
La plate-forme, baptisée Vroom, propose une large variété de voitures, berlines et 4X4 (avec ou sans chauffeurs) et des camions. Ils sont assurés. Vroom s'inspire directement du modèle américain Getaround.
Source : @republicoftogo.com

SANTÉ : FREINER L'ÉPIDÉMIE À LOMÉ



2.312 cas de coronavirus ont été confirmés au Togo depuis le mois de mars. La pandémie a fait 55 morts.
Le virus est surtout actif dans la capitale.
Les autorités n'excluent pas un nouveau bouclage de Lomé ou un couvre-feu nocturne.
En revanche, pas de confinement de la population comme c'est le cas en Europe.
Avec une économie fragile, basée sur l'informel, ce type de mesure n'est pas envisageable.
Le Togo, comparé à certains de ses voisins, est relativement épargné. Au Ghana voisin, près de 50.000 cas ont été répertoriés officiellement.
Source : @republicoftogo.com

POLITIQUE : SÉCURITÉ, STABILITÉ ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

L'avant-projet de loi de programmation militaire a été examiné mercredi en conseil des ministres. Une réforme qualifiée d'importantes par les officiels. En effet, elle a pour objectif d'adapter la défense nationale aux risques sécuritaires sous-régionaux. Pour les autorités, la sécurité, la stabilité et le développement économique sont intimement liés.
L'avant-projet fixe les orientations relatives à l'effort de défense pour la période 2021-2025, détaille la programmation des moyens militaires, définit les priorités opérationnelles et les choix capacitaires essentiels, et précise l'effort financier à consentir sur les cinq prochaines années et au-delà.
Source : @republicoftogo.com

annonce

Togocel
Togotelecom

SPÉCIAL PROMO

Togocel LEGEND+

PROMO PROLONGÉE
JUSQU'AU 10 NOV

À **5 900** F CFA

seulement

~~8000 F~~

Double SIM

Radio FM, MP3 MP4

Slot microSD jusqu'à 8Go

Promo valable du 28 septembre au 27 octobre 2020. Téléphone disponible en agence Togocom et dans les points de vente agréés dans la limite des stocks disponibles